

Bénin

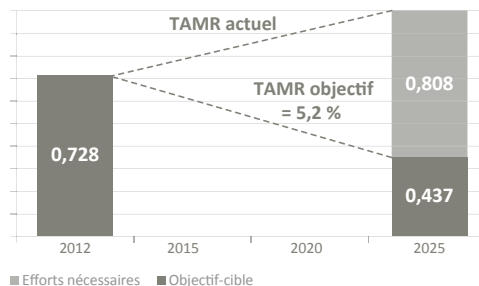
Date d'adhésion :
Décembre 2011

Faits marquants

- Mise en synergies des processus AGIR (Alliance Globale pour la résilience) et de la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition. Le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition coordonne les deux processus et va accueillir les acteurs clé du processus AGIR pour l'élaboration du Programme Résilience Pays.
- Le Bénin dispose d'un plan intégré de communication sur la nutrition et d'une stratégie de communication envers plusieurs collectivités locales. Une feuille de route pour un dispositif détaillé de communication à tous les niveaux est en cours d'élaboration.
- Le Cadre Commun de Résultats est mis en œuvre au niveau décentralisé. Des cadres de concertation communaux permettent l'élaboration et la mise en œuvre des plans de nutrition communale.

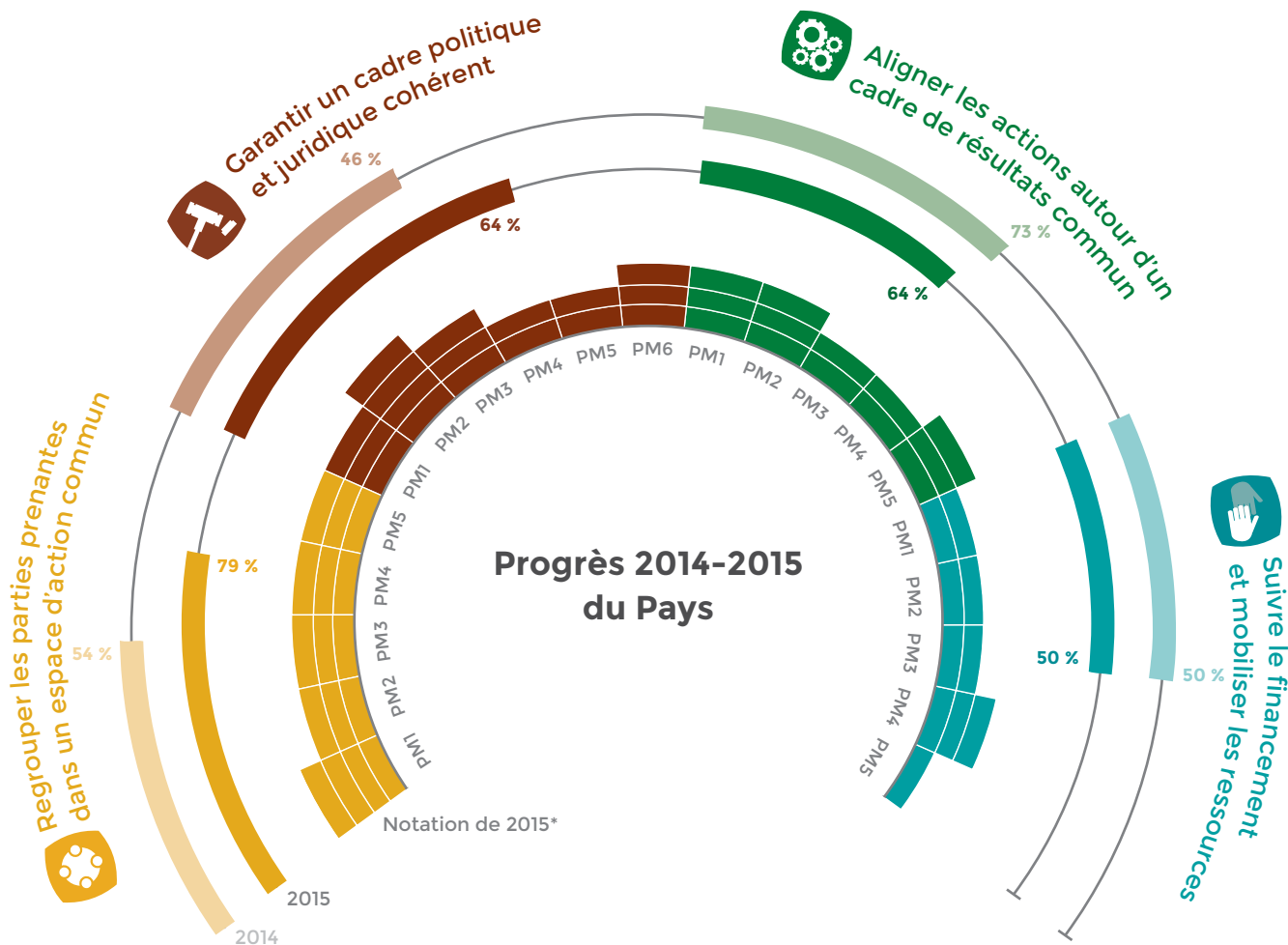
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 44,7 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 22,2 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	34,0 %
Faible poids à la naissance :	12,5 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,4 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	4,5 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	1,7 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	49,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



Existence et **consolidation progressive du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN)**. Son **Secrétariat Permanent (SP-CAN) est fonctionnel**.

Le leadership, la centralité et la présence du CAN au sein du secteur de l'alimentation et de la nutrition se confirment.

La communication interne s'améliore : Les discussions en matière de nutrition et sécurité alimentaire au sein du CAN sont de plus en plus relayées dans les structures membres. Des partenariats durables sont également en cours de construction entre le CAN et les autres parties prenantes.

Une nouvelle dynamique est en cours pour **mettre en synergie les processus AGIR et La Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN-G8)**.

L'Alliance Société Civile Mouvement SUN (ASCINB) a été lancée en février 2015 et dispose d'une feuille de route. Elle se mobilise ainsi pour accroître sa visibilité et la qualité de sa contribution aux résultats. **Les donateurs** apportent un appui technique et financier à la mise en oeuvre des activités du CAN à travers la plateforme des donateurs. **Celle-ci, élargie aux ONGs, se concerte avec le CAN tous les 2 mois.** **Les parlementaires** sont acquis à l'idée de créer un réseau de parlementaires pour la nutrition.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Le plan d'action 2015 du CAN prévoit la **cartographie des interventions des acteurs et l'élaboration de la politique nationale d'alimentation et de nutrition**.

Les politiques sectorielles (santé, agriculture, éducation, protection sociale, eau et assainissement) s'inscrivent de plus en plus dans les stratégies nationales et dans la convergence autour d'un cadre commun de résultats pro-nutrition. **La nutrition est prise en compte par le secteur agricole** : élaboration d'un document stratégique d'alimentation et de nutrition dans le secteur agricole ; intégration du volet nutrition dans les projets et programmes du secteur agricole ; élaboration d'une loi d'orientation agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Un vaste travail de plaidoyer est réalisé avec l'appui des agences des Nations Unies, des donateurs et de la société civile:

- **Elaboration de plaquettes et posters pour les documents de politiques d'alimentation et de nutrition (Plan stratégique de développement de l'alimentation et de la nutrition -PSDAN-, PMASN, CAN), processus de dissémination/vulgarisation en cours.**
- **Réalisation effective de plusieurs rencontres de plaidoyer de haut niveau** en faveur de la nutrition notamment sur la problématique de la malnutrition chronique.
- **Participation aux fora internationaux et suivie de restitution.**

Le Bénin dispose d'un plan intégré de communication sur la nutrition. Une feuille de route sur la mise en place d'un dispositif détaillé de communication à tous les niveaux (central, décentralisé et communautaire) est en cours d'élaboration au niveau du CAN. Dans le cadre de la mise en oeuvre du PNC, l'Association Nationale des Communes du Bénin a développé une stratégie de communication à l'endroit des collectivités locales de plusieurs communes.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le cadre commun de résultats (CCR) est actualisé et mis en oeuvre au niveau décentralisé par 10 communes à titre pédagogique (à travers le PNC), et sera progressivement étendu aux 77 communes. **Son élaboration et sa mise en oeuvre bénéficient d'un appui technique et financier.** Les interventions des partenaires (NU, ONGs) et les **programmes des donateurs sont alignés sur ce cadre commun.**

Cadre de concertation communal : participation des services déconcentrés et décentralisés, de la société civile et du secteur privé à l'élaboration et la mise en oeuvre du plan de nutrition communale. **Un plan de suivi-évaluation multisectoriel sera mis en place au niveau national et décentralisé.**

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La budgétisation du CCR est terminée et validée. **Un suivi des ressources** nutritionnelles est effectué avec l'appui du secrétariat Mouvement SUN.

Renforcement de l'engagement politique avec **l'accroissement des ressources** en faveur de la nutrition. **La stratégie de mobilisation des ressources est en cours** (28 millions USD

mobilisés sur un besoin estimé à 144 millions USD). Existence d'une allocation budgétaire spécifique du gouvernement, mais qui est loin de répondre aux besoins existants.

Suivre le financement et mobiliser les ressources